



## INTERDICTION D'ACCÈS

**Ilôt Saint-Vincent, parcelles cadastrées EY59, EY60, EY61 et EY62, y compris la pizzeria Dell'Etna à Nantes**

### MESURES DE POLICE

La Maire de la Ville de Nantes,

**Vu** les articles L 2212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant** le courrier reçu par le département du BATII de la ville de Nantes le 04 avril 2024 de Pierluigi PERICOLO, architecte du patrimoine, demandant la fermeture immédiate provisoire des édifices pour motif de sécurité suite à la découverte d'une très importante dégradation des structures bois des planchers et charpentes des édifices situés « ilôt Saint-Vincent », comprenant les parcelles cadastrées EY59, EY60, EY61 et EY62, y compris la Pizzeria Dell'Etna, au rez-de-chaussée du 3, rue de la Commune à Nantes

**Considérant** le risque d'effondrement partiel et imminent de ces ouvrages, mentionné dans ce courrier,

**Considérant** de ce fait, le risque pour la sécurité publique,

Sur la proposition du Directeur Général des Services de la Ville,

### ARRÊTE

**Article 1** - A compter de ce jour et jusqu'à l'achèvement des mesures propres à garantir la sécurité des accédants, lesquelles devront être attestées par un homme de l'art, **l'accès aux édifices situés « ilôt Saint-Vincent » comprenant les parcelles cadastrées EY59, EY60, EY61 et EY62, y compris la Pizzeria Dell'Etna, au rez-de-chaussée du 3, rue de la Commune à Nantes est interdit.**

**Article 2** - Par dérogation à l'article 1er du présent arrêté, l'accès aux bâtiments susvisés est autorisé à tous professionnels experts, équipés de protections individuelles, mandatés par les parties intéressées.

**Article 3** - Le présent arrêté sera notifié aux propriétaires et occupants.

**Article 4** - Le présent arrêté sera affiché sur place et fera l'objet d'une publication sous forme électronique sur le site internet metropole.nantes.fr

**Article 5** - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Nantes, le 04/04/2024

Pascal BOLO  
  
L'Adjoint délégué,  
Pour Madame la Maire

Pour Madame la Maire, l'Adjoint Délégué certifie le caractère exécutoire du présent arrêté, qui a été transmis en préfecture le 5 avril 2024

Le destinataire de cet acte administratif, qui désire contester la décision, peut saisir le Tribunal Administratif de Nantes d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de la notification de celle-ci. Il peut également saisir le Maire d'un recours gracieux. Au terme d'un délai de deux mois, le silence de l'autorité municipale vaut rejet implicite. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.

Tout document émanant ou traité par la Mairie de Nantes fait l'objet d'un enregistrement sur support informatique à l'usage exclusif de la Mairie de Nantes et de ses partenaires pour l'accomplissement de ses missions. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'interrogation d'accès, de rectification et d'opposition pour motifs légitimes relativement à l'ensemble des données vous concernant, qui s'exercent par mail à [dpd@nantesmetropole.fr](mailto:dpd@nantesmetropole.fr) ou par voie postale à l'adresse suivante : Direction risques et protection des populations - Nantes Métropole/Ville de Nantes, 2 rue de l'Hôtel de Ville, 44094 Nantes cedex 1 accompagné d'une copie d'un titre d'identité.